



# Politique de Protection de l'Enfant

Mars 2018

## 1. Objectif

La Déclaration de Vision de Concern est celle d'«un monde où personne ne vit dans la pauvreté, la peur ou l'oppression; où tous ont accès à un niveau de vie décent et à des possibilités et des choix essentiels pour une vie longue, saine et créative; un monde où chacun est traité avec dignité et respect».

Pour concrétiser cette vision, ainsi que la mission «d'aider les personnes vivant dans l'extrême pauvreté à obtenir des améliorations majeures dans leurs vies, qui soient durables et se propagent sans le soutien continu de Concern», des actions visant à préserver le bien-être d'hommes, femmes, garçons et filles et à prévenir les préjudices, les abus ou l'exploitation sont essentielles, indépendamment de leurs capacités, ethnie, croyances, genre, orientation sexuelle ou culture. Concern est conscient que certains groupes, tels que les enfants (individus âgés de moins de 18 ans) et les femmes sont le plus souvent exposés aux risques d'abus, harcèlement, et à la violence physique et sexuelle. Concern estime que les enfants méritent une protection particulière étant donné leur potentielle vulnérabilité à des risques spécifiques. Les enfants ont des forces, des aptitudes et sont résilients, mais leur âge, leur niveau de développement et de dépendance, leur statut, leur absence de pouvoir ainsi que la position qu'ils occupent au sein de leur communauté fait qu'ils sont plus exposés aux risques de violence, abus et exploitation. Certains groupes d'enfants tels que les enfants handicapés sont particulièrement vulnérables.

La protection des enfants est un élément clé du Code de Conduite de Concern et de ses politiques connexes<sup>1</sup>, et la présente politique doit être lue et comprise conjointement avec ces documents et vue dans le cadre de la politique organisationnelle existante qui comprend ces documents, les politiques et manuels sur les Ressources Humaines et la Politique d'Egalité. La présente politique a pour objectif de s'assurer que le personnel et les programmes de Concern intègrent des mécanismes robustes pour prévenir et atténuer le risque de préjudice et d'abus envers les enfants. Elle vise également à garantir que toutes les questions relatives à la protection des enfants soient signalées et gérées de manière appropriée. Lors du recrutement, tout le personnel doit accepter de se conformer au cadre de la politique organisationnelle et aux procédures relatives à la protection des participants au programme, y compris cette politique.<sup>2</sup>

## 2. Définitions

Bien que toutes les définitions pertinentes relatives à la protection des participants aux programmes figurent à l'**annexe 1**, les définitions clés en matière de protection des enfants sont les suivantes:

---

<sup>1</sup> La Politique de Protection des Participants aux Programmes, la Politique de Protection de l'Enfant et la Politique Contre la Traite des Personnes.

<sup>2</sup> En ce qui concerne la sélection du personnel, les personnes citées comme référence par les candidats qui sont susceptibles de travailler directement avec des enfants se verront poser des questions directement liées à l'adéquation des candidats par rapport aux normes de protection de l'enfant, et toutes les vérifications appropriées seront effectuées pour assurer la conformité aux normes pertinentes.

*Enfant*: Concern définit un enfant comme tout individu âgé de moins de 18 ans, indépendamment des coutumes locales, de l'âge légal de la majorité ou du consentement au niveau local.

*Maltraitance des enfants*: 'toutes les formes de mauvais traitements physiques et/ou affectifs, de sévices sexuels, de négligence ou de traitement négligent, ou d'exploitation commerciale ou autre, entraînant un préjudice réel ou potentiel pour la santé de l'enfant, sa survie, son développement ou sa dignité, dans le contexte d'une relation de responsabilité, de confiance ou de pouvoir'<sup>3</sup>. Cette définition met en évidence cinq sous-types de maltraitance: la violence physique, la violence psychologique, la négligence, les abus sexuels et l'exploitation commerciale ou d'autres types d'exploitation d'un enfant.

Dans tous les aspects de notre travail, Concern cherche à promouvoir les principes clés de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, en particulier:

- garantir, sans aucune forme de discrimination, les droits des enfants
- considérer l'intérêt supérieur des enfants dans toutes les actions les concernant
- reconnaître le droit à la vie, à la survie et au développement de chaque enfant
- refléter le point de vue des enfants sur les questions les concernant

### 3. Champ d'application

Au même titre que le Code de Conduite de Concern et ses politiques connexes, la présente politique s'applique à **l'ensemble des membres du personnel de Concern** ainsi qu'à ceux travaillant pour ou au nom de Concern, y compris:

- les membres du personnel des organisations partenaires de Concern et quiconque travaillant pour leur compte, tels que consultants, prestataires, bénévoles, stagiaires, et toute personne impliquée activement dans les programmes de Concern
- les personnes employées par Concern tels que consultants, prestataires, bénévoles, stagiaires, et toute personne impliquée activement dans les programmes de Concern
- les visiteurs se rendant sur des programmes de Concern ou des locaux de Concern et les accompagnants à charge de membres internationaux du personnel<sup>4</sup>

### 4. Engagements organisationnels

La prévention et la réponse au risque de préjudice, d'exploitation et d'abus des enfants, de manière directe ou indirecte, exigent une variété de mesures<sup>5</sup> devant être mises en œuvre par différents acteurs au sein de l'organisation, y compris la prudence à l'égard de l'utilisation des images et des informations d'identification qui pourraient accroître les risques pour les enfants<sup>6</sup>. En fin de compte, ces mesures combinées devraient conduire à:

- une meilleure **compréhension** des risques encourus par les enfants et des mesures d'atténuation visant à y remédier
- le **comportement** du personnel, leurs connaissances et les compétences nécessaires pour protéger les enfants

---

<sup>3</sup> <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs150/en/>.

<sup>4</sup> Dans le cas d'allégations de violation de cette politique de la part d'une personne à charge accompagnant un membre expatrié du personnel, ces allégations feront l'objet d'une enquête et l'équipe de gestion du programme du pays, en collaboration avec le Directeur Régional et le Directeur des Ressources Humaines pourra prendre des mesures allant jusqu'au retrait du statut d'accompagnant à la personne en question et pourra référer le cas aux autorités nationales. Les personnes employées ou embauchées par le personnel international pour travailler dans une maison de Concern (cuisinier.e, aide-ménagère, jardinier.e, etc.) ou pour travailler pour un expatrié ou pour un accompagnant à charge (traducteur.trice, chauffeur.e, enseignant.e, etc.) sont également visées par cette politique et doivent y adhérer, bien que ces personnes ne fassent pas partie du personnel de Concern. Le personnel de Concern a la responsabilité d'informer le personnel qu'il emploie sur le contenu du Code de Conduite et ses politiques connexes.

<sup>5</sup> Ces mesures sont décrites dans l'annexe sur les rôles et responsabilités au sein de Concern Worldwide.

<sup>6</sup> En ce qui concerne l'utilisation d'images d'enfants, le consentement d'un parent ou d'un tuteur est nécessaire et la collecte d'informations d'identification sur les enfants est particulièrement sensible (il est donc essentiel qu'un enfant ne puisse pas être localisé). Pour des directives détaillées, se référer au Guide Illustratif du Code de Conduite de [Dochas sur les images et messages](#), notamment la section 6 sur la protection des enfants.

- des **actions** dans tous les aspects du cycle du programme conçues et exécutées de manière à garantir que les meilleurs intérêts des enfants sont pris en compte
- les communautés **connaissent les politiques de protection** pertinentes et **savent comment se plaindre** en cas de violation de celles-ci
- la mise en place d'un **système** sûr de signalement et de gestion dans le cas où des problèmes de protection des enfants seraient soulevés

## 5. L'obligation de signalement

Cette politique décrit spécifiquement la position de Concern sur la protection des enfants, mais doit être considérée conjointement avec le Code de Conduite de Concern et ses politiques associées. **Il incombe à tous les responsables du terrain et du siège de s'assurer que tout le personnel de Concern, le personnel des agences partenaires, les consultants, prestataires, bénéficiaires et visiteurs des programmes Concern connaissent et acceptent les exigences de cette politique.**

Chaque équipe de programme de pays doit s'assurer qu'elle satisfait à toutes les exigences légales du pays dans lequel elle opère en matière de protection des enfants. Toutes les questions liées au bien-être d'un enfant, ou les informations concernant un incident ou un cas présumé de maltraitance impliquant des membres du personnel de Concern ou d'une organisation partenaire doivent être signalées conformément aux exigences et procédures en vigueur dans le pays en question. Conjointement avec le Code de Conduite de Concern et ses politiques associées, chaque équipe de programme de pays doit veiller à ce que tout le personnel connaisse l'identité du point focal de protection et les procédures internes de signalement et les voies externes de référencement.

Le signalement d'un agissement peut donner lieu à une enquête. Ces enquêtes doivent être confidentielles, approfondies et rapides. Elles peuvent calmer les esprits ou conduire à la prise de conscience que d'autres actions sont nécessaires. Les personnes signalant d'éventuelles violations et/ou impliquées dans de telles enquêtes (y compris la personne faisant l'objet de la plainte) doivent être protégées contre toute forme d'intimidation, de menace ou de représailles résultant de l'incident présumé.

Toute déclaration intentionnellement fausse, malveillante ou vexatoire, toute fausse déclaration ou accusation contre un autre membre du personnel ou une tierce personne sera considérée comme une faute lourde et entraînera des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement.

## 6. Conséquences en cas de faute

Si des actes criminels ont été commis à l'encontre de participants à notre programme, qu'ils empiètent sur les droits individuels ou contreviennent aux principes contenus dans ce document ou dans le Code de Conduite de Concern et ses politiques connexes, **Concern prendra des mesures immédiates adaptées aux circonstances et répondra au besoin de soutien des personnes impliquées.**

Dans le cas d'une allégation impliquant une infraction pénale, l'objet de la plainte doit être informé que, en plus des mesures disciplinaires, l'enquête peut être référée aux autorités judiciaires compétentes pour une enquête plus approfondie. Les mesures disciplinaires peuvent inclure:

<b><i>Personnel ou personnes travaillant pour le compte de Concern</i></b>	mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement
<b><i>Bénévoles</i></b>	mesures pouvant aller jusqu'à cessation de fonctions
<b><i>Personnel des organisations partenaires ou ceux travaillant pour le compte de ces organisations</i></b>	mesures pouvant aller jusqu'au retrait de financements et de soutien et/ou la résiliation des accords de partenariat
<b><i>Fournisseurs/Consultants</i></b>	résiliation du contrat
<b><i>Visiteurs à Concern</i></b>	mesures appropriées pouvant aller jusqu'à la suspension de la visite

Toute mesure prise sera **conforme aux politiques et aux procédures de Concern et dans le cadre des lois nationales**. Selon la nature et les circonstances de l'affaire, Concern impliquera les autorités compétentes, y compris la Commission de surveillance des œuvres de bienfaisance, pour assurer la protection de tous les participants au programme et la transparence de nos procédures.